

Qui va oser prendre la responsabilité de renvoyer Mbonimpa en prison ?

RFI, 12-09-2014 Burundi : inquiétude autour de la santé de Pierre-Claver Mbonimpa Au Burundi, le procès de Pierre-Claver Mbonimpa, principal défenseur des droits de l'homme au Burundi, devait reprendre. Mais placé dans un hôpital de Bujumbura depuis deux semaines dans un état grave, cette figure de la société civile burundaise n'a pu se présenter à la barre. Ses avocats ont demandé une nouvelle fois sa mise en liberté provisoire, refusée jusqu'ici malgré les pressions de la communauté internationale. La cour annoncera sa décision lundi. [Photo : Pierre-Claver Mbonimpa sur son lit à l'hôpital]

En l'absence de Pierre-Claver Mbonimpa, cloué sur un lit d'hôpital par sa maladie, l'audience a été courte tout juste trente minutes pendant lesquelles sa défense a tout tenté pour convaincre les juges du tribunal de grande instance de Bujumbura d'accorder cette fois la liberté provisoire à l'illustre défenseur des droits humains, en prison le mois de mai pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Pour Me Fabien Segatwa, personne ne peut oser prendre la responsabilité de le renvoyer en prison, dans son état. « Il a quitté la prison dans un état comateux, et donc il doit retourner à la prison pour vivre la même situation, et bien ça risque d'être grave. Personne n'a intérêt à ce que la pire se produise », explique l'avocat. Prix Henri Dunant 2011 pour son engagement en faveur des droits de l'homme au Burundi, Pierre-Claver Mbonimpa est, à 65 ans, l'une des personnalités les plus respectées de ce pays. Son courage, il a notamment démontré à plusieurs reprises, des cas d'extrajudiciaires. Tout ceci devrait plaider en sa faveur, selon Me Segatwa. « Nous avons besoin de Pierre-Claver Mbonimpa », poursuit-il, « c'est quelqu'un qui a fait des grandes choses, et même qui ont intéressé quelque part le gouvernement. Et nous avons intérêt à ce qu'il puisse continuer de se battre pour les droits de l'homme ». Mais en dénonçant les entraînements paramilitaires jeunes du parti au pouvoir au Burundi, les Imbonerakure, dans l'est congolais, il a franchi aux yeux du gouvernement la ligne rouge, juge un diplomate onusien. Ce qui explique sans doute l'intransigeance à son égard.